

Dossiers pour la gauche

1- une politique étrangère progressiste

La politique étrangère n'a pas fait recette durant cette campagne : comme si la France était seule, ni vassale ni sujette. La réalité est toute autre, et la pente sera difficile à remonter : sous l'influence de Giscard d'Estaing, les gouvernements Messmer ont bradé en silence la France, tandis qu'ils favorisaient l'Europe des marchands et maintenaient leur emprise néo-coloniale sur nos « alliés » africains...

Une politique étrangère se fonde, aujourd'hui, sur l'économie, la structure industrielle, la monnaie, et la défense armée.

1°) - Entre 1958 et 1973, la part du pétrole dans la consommation d'énergie en France a doublé. C'est-à-dire que pendant le temps où Giscard a été aux affaires, la dépendance du pays à l'égard des firmes pétrolières a été multipliée par deux.

C'est à la fin de 1969, quelques mois après le retour de Giscard rue de Rivoli, que le gouvernement a décidé de construire en France des centrales nucléaires sous licence américaine, c'est-à-dire de se rendre tributaires des Etats-Unis pour la technologie et pour le combustible. C'est pendant que Giscard était ministre des Finances, c'est-à-dire avec son accord, que les sociétés américaines ont pris le contrôle financier des firmes qui construisent en France les réacteurs nucléaires.

2°) - Depuis que Giscard est entré au Ministère des Finances, des firmes étrangères ont pris le contrôle de secteurs entiers de l'économie (25% pour l'automobile, 90% pour les ordinateurs, 60% pour les tracteurs, 50% pour l'équipement téléphonique) avec souvent des

conséquences irréversibles puisque dans certains cas (l'usine Ford à Bordeaux par exemple) il est totalement impossible de reprendre un contrôle quelconque sur l'activité des usines implantées en France.

3°) — Sur le plan monétaire, c'est Giscard qui est allé négocier à Nairobi un aménagement du système monétaire international. Les mécanismes mis en place, et qu'il a acceptés, font une place particulière aux DTS, c'est-à-dire aux moyens de favoriser les échanges au profit des plus puissantes forces commerciales — c'est-à-dire des firmes multinationales — au détriment des monnaies nationales et de toute solidarité européenne.

4°) — Quant à la défense, elle est organisée aujourd'hui pour servir les intérêts du monde capitaliste dans son ensemble et non pour protéger l'indépendance du pays. Les divergences entre le gouvernement français et celui des Etats-Unis sur le pétrole se sont traduites par une simple bouderie ; pourtant l'enjeu était colossal ; l'épisode a permis de mesurer combien la soumission aux U.S.A. était totale ; il a montré que si Washington veut imposer ses décisions sur un problème vital, cette force construite à l'origine pour être tous azimuts ne peut être en aucun cas tournée contre les Etats-Unis.

soutien à Pinochet

Voilà la réalité de mai 1974. Dans trois des secteurs essentiels qui conditionnent l'action internationale d'un pays, Giscard porte la responsabilité personnelle de la politique qui a été menée jusqu'ici et dont les résultats sont de donner aux dirigeants des firmes multinationales le contrôle des activités du pays. La politique qu'il mènerait, c'est l'intégration de la France dans un ensemble atlantique indifféren-

cié, laissant l'indépendance nationale aux états d'âme de M. Jobert.

5°) - Une autre manifestation de l'orientation personnelle que donne Giscard à son action internationale, c'est ce qui concerne l'attitude à l'égard du Chili. C'est pendant qu'il était ministre des Finances que la France a refusé ses crédits au gouvernement d'Allende, alignant là-dessus sa position sur celle des Etats-Unis et participant à l'entreprise de destruction de l'expérience d'Unité Populaire par les puissances capitalistes. C'est lui qui les accorde aujourd'hui à Pinochet dans le cadre du groupe des « Dix » et sans que le gouvernement ait même suivi la position des Hollandais (qui demandaient que l'octroi de ces crédits soit subordonné à une « libéralisation » ou du moins une « humanisation » du régime de Santiago). Techniquement, l'octroi de ces crédits est d'autant moins défendable que le régime Pinochet est, malgré l'aide qu'il reçoit, totalement incapable d'assurer une quelconque solvabilité internationale du pays. Il s'agit par conséquent d'une manifestation de solidarité politique avec Washington et avec la junte de Pinochet, de même que le refus des crédits à Allende était un acte d'agression politique envers un gouvernement populaire et non une mesure financière.

Si Giscard est élu, ces orientations auront libre cours. Par contre, si François Mitterrand est élu, un coup d'arrêt peut être donné et une autre politique devient possible :

- Organiser avec d'autres pays d'Europe et avec des « libéraux » américains, une mission d'enquête au Chili sur les conditions de détention des prisonniers politiques et sur l'organisation de la terreur au Chili. Bien entendu, un gouvernement de gauche devrait rechercher avec ses partenaires les moyens (financiers notamment) permettant de faire pression sur la junte pour l'amener à donner au moins des garanties humanitaires (l'aide prévue pour la junte pourrait, par exemple, être attribuée aux réfugiés) ; et il devrait mettre fin aux contrats de fourniture d'armes.

- Reconnaissance du G.R.P. et du GRUNK, et recherche d'initiatives communes avec d'autres pays d'Europe (suède notamment) ou d'Asie pour exiger le respect des accords de Paris.

- Définition d'une autre politique à l'égard des pays du Tiers-Monde. Pour ceux qui ont à

leur tête des régimes préoccupés de créer sur le territoire du pays les moyens d'un développement autonome (en particulier avec des pays tels que l'Algérie, l'Irak, la Syrie, la Libye, la Tanzanie, le Congo...) il est possible de négocier des accords fondés sur la définition d'objectifs politiques communs, au lieu d'être dictés par la loi du plus fort qui est celle des relations commerciales. Il s'agit entre autres de permettre à ces pays d'organiser l'exploitation consciente de leurs ressources naturelles en fonction du mode de développement qu'ils ont eux-mêmes choisi, en respectant les étapes qu'ils se sont fixées.

- Préservation de relations privilégiées avec les pays qui ont toujours mené une politique anti-impérialiste et avec lesquels des initiatives pourraient être prises (par exemple pour la situation au Proche-Orient, en Indochine, etc.).

- Organisation avec ces pays, si c'est possible, d'une action de solidarité pour sauver les victimes de la famine dans les pays du Sahel.

l'Europe à faire

- Amorce de la construction européenne : il est aujourd'hui bien clair que le régime capitaliste est incompatible avec la construction de l'Europe. A l'âge des ordinateurs et des télécommunications, le système capitaliste engendre des firmes multinationales plutôt qu'un capitalisme européen qui aurait besoin d'institutions politiques européennes

Il est aujourd'hui évident que le Marché Commun n'est en réalité qu'une union douanière : la gauche ne peut pas se couler dans les institutions capitalistes européennes pour leur donner un autre contenu et une autre orientation. L'Europe est à faire. Quelques initiatives peuvent être imaginées dès à présent, soit pour construire sa base populaire, soit pour créer des solidarités réelles :

- 1) Créer une communauté de travail dans une première étape en accordant l'intégralité des droits politiques et syndicaux aux ressortissants de la C.E.E. travaillant en France. En même temps, supprimer le pouvoir d'expulsion des étrangers sans contrôle juridictionnel et égaliser les statuts des travailleurs sur le plus favorable. Nous pourrions d'ailleurs proposer aux autres pays européens de reprendre ces initiatives à

leur compte.

2) Définition d'objectifs communs aux peuples des pays d'Europe : besoins en énergie (permettant de préciser les fonctions d'un organisme européen de l'énergie dont la création pourrait être favorisée), consommation alimentaire (pour réorienter la politique agricole vers d'autres buts, grandes options d'une politique régionale à définir par les régions (et non par les Etats), etc..

3) Mesures de défense de l'Europe contre les firmes multinationales : techniques financières, contrôle des investissements, publication des plans de production et des résultats, interdiction des usines qui ne fabriquent qu'un élément d'un

produit et ne sont pas, de toute façon, intégrables dans une planification. Surtout inventaire de la dépendance technologique actuelle de l'Europe et recherche de solutions.

4) Préservation du secteur public et coordination des politiques européennes (par exemple, pour réserver les marchés publics à des fournisseurs européens), ce qui implique que la définition du caractère européen d'une firme soit assez précise pour exclure les contrôles financiers ou commerciaux par une entreprise extérieure.

■